



Luttes et victoires en Ile-et-Vilaine

Vendredi 10 janvier 2025: récit d'une lutte victorieuse au collège du Landry (Rennes)

Le lundi 06/01, notre collègue (syrienne) nous informait de sa situation préoccupante, du fait d'une autorisation de travail s'arrêtant au 09/01. La situation est ubuesque entre la DPE et la préfecture: « pas de papier = pas de travail et pas de travail = pas de papier »...

--> Dès le lundi, nous interpellons le recteur et informons les parents d'élèves car au 10 janvier, notre collègue est en rupture de droits, dont celui de travailler.

- 08h00 : **20 personnels présent.es qui votent à l'unanimité pour débrayer.**

- 08h15 : la cheffe d'établissement appelle le DASEN qui dit ne pas être au courant de la situation.

On se répartit alors les tâches :

- Gestion de la sécurité des élèves avec la vie scolaire et la Direction ; rédaction d'un communiqué de presse ; large information en interne (parents, administration restauration, etc...)

- 10h00 : on apprend que DASEN et Recteur sont en lien.

- A la récréation, **38 personnels sont présents pour valider le communiqué de presse, envoyé dans la foulée à 10h20.**

- **Des retours arrivent vite et** Radio-France vient même au collège interviewer 3 collègues pour le journal de 18h...

- A 15h15, le journaliste de Radiofrance nous informait que le service com' du rectorat lui a répondu que « la collègue a été contactée hier par la préfecture et qu'elle est autorisée à poursuivre son activité professionnelle ».

- 15h25: ni notre collègue ni la Direction n'avaient pourtant reçu cette information...

- 15h35, la Direction nous informait qu'elle venait de recevoir l'arrêté de contrat de travail jusqu'au 31 août !

Conclusion: **quand le collectif et les syndicats se mobilisent de façon forte, en lien avec les médias, alors tout devient possible... Et à la fin de la journée, c'est nous qu'on a gagné..**



Anne COURTET

C'est le CA qui décide, pas la Direction... !

Malgré un calendrier particulièrement contraint, le **respect du cadre démocratique du vote de la DGH** dans chaque CA (articles R421-2 et R421-55 du code de l'éducation) avant la remontée exigée le 28 février au DASEN35 est essentiel.

Plus ou moins facilement, certains établissements, par exemple les collèges de Cleunay, du Querpon et de Clotilde Vautier, ont réussi à obtenir ce vote lors de leurs CA respectifs. Dans ces 3 établissements, c'est un **vote CONTRE** les répartitions de DGH qui s'est exprimé **à l'unanimité des représentant.es des parents et des personnels.**

1ère étape essentielle (mais non suffisante) pour exiger d'autres conditions, le vote CONTRE envoie un signal clair: -> **la pénurie organisée des moyens à l'EN ne se fera pas avec l'aval des parents et du personnel éducatif.** Les choix politiques opérés au détriment d'un service public d'éducation de qualité ne sont clairement pas un horizon désirable.

Laurie FONTAINE

Analyse du contexte politique

Un festival des horreurs: l'investiture de Trump, au milieu d'une **extrême-droite mondiale** qui se réjouit; le naufrage du 1er ministre français, avec son concept de « **submersion migratoire** »; la guerre en République Démocratique du Congo, où les **minerais** servant à la fabrication des smartphones occidentaux sont au cœur du conflit; Les **incendies** en Californie, où l'on voit des riches se payer les services de pompiers privés puisque apparemment, se faire aider aussi, ça s'achète; Les **importations de soja** pour nourrir les animaux de nos élevages industriels, qui contribuent à une déforestation de plus en plus massive en Amérique du sud; Quant à la Palestine, l'universitaire Saree Makdisi écrit: « *Le cessez-le-feu a peut-être suspendu la phase active du génocide pour une durée indéterminée, mais il laisse intacte la **mort lente qui soutient le système sous-jacent d'apartheid d'Israël*** ». Vertigineux... Et comment ne pas se sentir petit.es devant ces constats anxiogènes qui donnent envie de se recroqueviller sur tout ce qui, dans nos vies, nous rassure.

Et pourtant, des victoires, il y en a. Des plus petites à celles qui changent la vie de milliers de gens. **Avec au départ, des personnes qui ne se résignent pas,** sans pour autant choisir tous.tes la même voie pour sortir du capitalisme néolibéral.

Certaines utilisent **les mots, ou l'art,** pour sensibiliser à leur manière celles et ceux qui s'intéressent à leur travail. D'autres choisissent le **militantisme associatif ou syndical,** avec à un moment donné la question inévitable: « *jusqu'où on va et de quelle manière?* ». D'autres encore adoptent un mode de vie éloigné de la logique consumériste et se disent que plus nous serons nombreux.ses à faire de même, plus on fragilisera le système actuel. Et puis d'autres ne font rien de spécial mais ne valident pas pour autant les décisions mortifères que prennent les dominants.

Et au final, ça en fait du monde tout ça ! Du monde pour parler et raconter autrement. Peut-être pourrait-on collectivement travailler à offrir d'autres récits, des récits fédérateurs comme l'explique Albert Moukheiber dans une de ses récentes interviews.

On ne se met pas en mouvement parce qu'on nous dit de le faire, mais **parce qu'à un moment donné on est touché.e par une expérience vécue** (par nous ou par d'autres) et qu'on n'a plus envie de faire comme si de rien n'était. On se met aussi en mouvement quand on commence à **se dire que d'autres façons de faire sont possibles** et qu'on perçoit alors la nécessité de réseaux de solidarité nombreux et joyeux.

Alors, oui, Bolloré et son monde cherchent par tous les moyens à diffuser la peur pour permettre à leurs amis racistes, xénophobes et climatosceptiques d'arriver au pouvoir. **Faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les désarmer, à commencer peut-être par occuper l'espace avec des récits différents des leurs, vecteurs de solidarité et d'espoir.**

Laurie FONTAINE